



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 11/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NUTRIBIO

Avenue Fernand Belondrade
BP 805
82000 Montauban

Références : JR/S 2025-0035
Code AIOT : 0006802449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un déversement accidentel de boues de la station d'épuration de l'usine dans le cours d'eau attenante, survenu le mardi 17 décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802449

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio.

Cet établissement est autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 03 décembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	incident/accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un versement accidentel de boues de la station d'épuration vers le cours d'eau attenante, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident le 20 décembre 2024, complété le 17 janvier 2025.

Ce rapport expose les causes, les effets et les conséquences sur les personnes et l'environnement, les mesures prises et envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets. L'inspection constate le retour à un rejet non coloré, et le respect des échéances associées au plan d'action.

L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la bonne réalisation de l'ensemble des travaux programmés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : incident/accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures

d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Des déversements accidentels de boues dans le Tescou sont été détectés par un opérateur, qui détecte visuellement que le rejet vers le cours d'eau est coloré, le mardi 17 décembre 2024. L'incident dure de 17h jusqu'au milieu de la nuit.

L'exploitant a transmis le 20 décembre 2024 à l'inspection un rapport d'incident, complété le 17 janvier 2025.

Ce rapport identifie comme origine de l'incident un débit hydraulique du clarificateur trop élevé, qui a entraîné des boues non décantées dans le rejet.

L'exploitant explique ce phénomène à la fois:

- 1) par le fait que la lame d'eau positionnée en sortie du bassin d'aération qui permet la régulation du débit entrant du clarificateur était endommagée,
- 2) par un débit de recirculation des boues insuffisant.

Le rapport liste les mesures prises et envisagées afin d'éviter la survenue d'un incident similaire, avec les échéances suivantes :

Régulation débit du chenal vers le clarificateur :

- 1- Réparation provisoire de la lame d'eau au sein du chenal, réalisée le 19/12/2024
- 2- Remplacement de la lame d'eau au sein du chenal, planifiée le 31/01/2025

Recirculation du clarificateur:

- 3- Vérification/Maintenance des deux pompes de recirculation, réalisé le 20/12/2024
- 4- Mise en place d'une pompe supplémentaire, réalisé le 19/12/2024
- 5- Remplacement d'une pompe de recirculation afin d'augmenter la capacité de 40m³/h à 50m³/h, planifié le 15/01/2025

L'inspection constate à date le respect des échéances annoncées dans le rapport d'incident. La lame d'eau a été réparée provisoirement en attendant son changement, et une pompe supplémentaire est en fonctionnement.

Le rejet de la station dépuración de l'usine vers le Tescou est clair. Les déclarations dans GIDAF de décembre 2024 ne mentionnent plus de dépassement de concentration et de flux de polluant depuis le 20 décembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la bonne réalisation de l'ensemble des travaux planifiés.

Il est attendu de compléter le rapport d'incident par une étude de la possibilité d'automatiser la détection des rejets non-conformes, pour que cette détection soit immédiate et ne dépende plus du seul contrôle visuel d'un opérateur.

Les solutions techniques existantes permettant d'anticiper des rejets non-conformes à partir du

suivi des paramètres de la station d'épuration doivent également être envisagées, afin de limiter les occurrences des atteintes à l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois